



Mal développement dans les campagnes marocaines

Gérard FAÏ *

Mauvaises récoltes et extension de la pauvreté rurale

En raison d'une pluviométrie mal répartie et insuffisante, la production céréalière de la campagne 1996-1997, estimée à 40 Mq, fera apparaître une baisse du PIB d'au moins 2,5%¹. Et ce résultat, sommairement attribué aux «aléas climatiques», révèle une grave crise économique et financière dans le monde rural marocain. La presse économique décrit une agriculture «malade», justifiant un «diagnostic accablant». Parmi les indicateurs avancés, relevons :

- la diminution de la production et la baisse des exportations dans le secteur des agrumes : le vieillissement des vergers serait devenu tel que le Maroc ne peut satisfaire ses clients ni en qualité ni en quantité de produits livrés ;

- les difficultés d'approvisionnement de l'industrie sucrière, beaucoup d'exploitants ayant réduit leurs plantations de betterave ou de canne parce que le renchérissement des intrants ne leur assurait plus, dit-on, un bénéfice suffisant ;

- la situation de quasi-faillite de la Caisse Nationale de Crédit Agricole : 230.000 débiteurs étant dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts, la Caisse ne peut espérer recouvrer que 5 Md DH pour un encours de 10 Md DH.

Si les moyennes et grandes exploitations connaissent des difficultés financières qui peuvent paraître conjoncturelles, le sort de la grande majorité des ruraux ne semble pas s'être sensiblement amélioré depuis une trentaine d'années. Aucune enquête sur les niveaux de vie n'a été menée récemment, mais certaines données provenant du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de septembre 1994 qui viennent d'être publiées sont révélatrices : 4% des foyers ruraux auraient «l'eau courante dans le logement» contre 74% des foyers urbains, 10% l'électricité contre 81% des foyers urbains, 43% d'enfants ruraux d'âge scolaire seraient «inscrits à l'école en début d'année scolaire» contre 84% d'enfants citadins. Comme il s'agit de moyennes dissimulant des «disparités considérables» selon les provinces, il faut conclure que, depuis une trentaine d'années, des écarts vertigineux se sont creusés entre villes et campagnes et même entre régions rurales (Nassiri, 1996).

Les explications qu'avance la presse spécialisée paraissent stéréotypées et superficielles. Les variations en dents de scie de la production céréalière (Fig. 1) sont présen

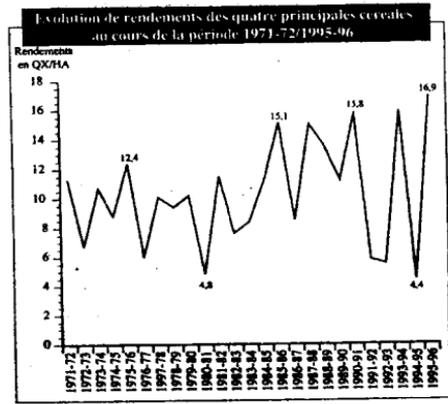
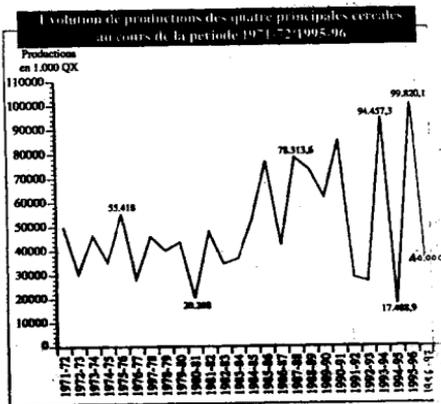


Fig. 1 : Graphiques extraits de "Dossier agroalimentaire" *Economiste* 16/10/1997, complété, par nos soins, pour la production 1997

* Géographe, Maître de conférence Université Paris VII

Des écarts vertigineux se sont creusés entre villes et campagnes et même entre régions rurales (...) Les remèdes annoncés (...) relèvent du choix de choses qui a consisté (...) à favoriser les grandes propositions, les méthodes traditionnelles, ceux qui tiennent politiquement les campagnes.

tées comme résultant directement des «caprices du ciel», des sécheresses récurrentes qui affligent le pays depuis le début des années 1980². Mais l'on incrimine aussi les «réflexes culturels» des *fellah-s* qui s'obstinent à pratiquer des cultures inadaptées aux régions dans lesquelles ils vivent, à mal utiliser leurs terres et donc à faire perdurer une pauvreté en constante aggravation» (Dadès, 1997). Les rendements sont faibles ou très faibles, écrit-on, parce que 1/4 seulement des semences sont sélectionnées, parce qu'un *fellah* sur cinq applique des engrais, conséquence des insuffisantes disponibilités monétaires de la majorité des exploitants. Le cercle vicieux : pauvreté, faible intensification, médiocre production semble inéluctablement refermé.

Gros possédants et grande hydraulique

Quelques constats, malheureusement irréfutables, sont donc posés mais les remèdes annoncés paraissent radicalement incapables de corriger les évolutions en cours. Ils se résument, en effet, à deux grandes séries de mesures :

- des «encouragements» apportés aux détenteurs des principaux moyens de production : l'Etat renflouera la CNCA à hauteur de 950 MDH ; il distribuera aussi 500 millions de DH de primes pour les investissements destinés à la modernisation des systèmes d'irrigation, à la mécanisation, au rajeunissement des vergers, au développement de l'oléiculture etc..., tous crédits intéressants, pour l'essentiel, les *fellah-s* les plus aisés (Chaoui et N'Dour, 1997)

- la construction de barrages : on pouvait lire dans un grand hebdomadaire économique, en septembre dernier : «Face aux aléas climatiques, l'irrigation est la seule possibilité pour le développement de l'agriculture. Qui dit irrigation, doit penser nécessairement barrages» (Lahjomri, 1997) et le gouvernement prévoit «la réalisation, d'ici 2020, d'environ 70 grands et moyens barrages avec un rythme de réalisations d'un grand barrage par an jusqu'à l'an 2000, deux

barrages par an entre 2000 et 2010 et trois barrages par an entre 2010 et 2020».

Ces décisions s'inscrivent, observons-le, dans la continuité d'options prises dès le début des années 1960. Elles relèvent du «choix de classe» qui a consisté, comme le disait P. Pascon, à favoriser «les grands propriétaires, les notables traditionnels, ceux qui tiennent politiquement les campagnes» (Daoud, 1981). Les détenteurs des principaux moyens de production, dispensés de tout impôt sur les revenus qu'ils tirent de l'agriculture et de l'agro-industrie jusqu'à l'an 2000, bénéficieront, en outre, de larges remises de dettes et de primes généreuses accordées à tous les investissements réputés capables d'augmenter la production agricole. D'autre part, la priorité accordée à la «grande hydraulique»³, est confirmée en dépit de résultats particulièrement décevants : l'équipement des périmètres connaît beaucoup de difficultés et de retards, l'intensification agricole y est très insuffisante et, faute d'une lutte efficace contre l'érosion dans les bassins versants, l'envasement des retenues progresse à grande vitesse. Par ailleurs, les besoins en eau des agglomérations urbaines et des équipements touristiques augmentent très rapidement : on sait, d'ores et déjà, que l'agriculture ne pourra disposer, dans l'avenir, de quantités d'eau beaucoup plus importantes qu'aujourd'hui⁴.

La multiplication des barrages et les gratifications accordées aux grands et moyens propriétaires ne peuvent apparaître comme «un plan de reconstitution de la vocation agricole du Maroc» (Dadès, 1997). Un tel plan exigerait avant tout que soient évaluées sérieusement :

- les raisons pour lesquelles le choix en faveur de la «grande hydraulique», qui a coûté si cher au pays et à chacun de ses habitants⁵, n'a pas permis de stabiliser durablement la production agricole : absence de toute réforme des structures agraires, y compris dans les périmètres aménagés à grands frais par l'Etat (Pérennès, 1993), encouragements injustifiés apportés à certaines productions destinées à l'exportation (Serfaty, 1995);

- les causes expliquant l'absence à peu près totale de résultats positifs obtenus par les innombrables «projets de développement rural» que les nombreuses coopérations bilatérales et les multiples agences ou «banques» du système des Nations Unies ont mis à l'étude et financés au Maroc : gaspillage pur et simple d'aides à fonds perdus fournis par le PNUD et différents pays «développés», dilapidation de crédits octroyés par la Banque Mondiale, la Banque Africaine

de Développement ... qui contribuent aujourd'hui à l'endettement du pays⁶.

Les voies qu'il faudrait suivre

De tels bilans sans complaisance et les révisions déchirantes qu'ils impliquent relèvent intégralement des instances politiques les plus élevées. Pour l'heure, il semble urgent de réorienter la politique agricole en visant deux objectifs essentiels :

- 1. l'amélioration de l'agriculture «en sec» qui concerne environ 8M ha alors que l'irrigation ne pourra, semble-t-il, jamais concerner plus de 1,3 M ha : d'énormes progrès peuvent être réalisés sur les terres *bour* si l'on mobilise la paysannerie pour la conservation des sols et si l'on vulgarise certains «itinéraires techniques» bien connus des ingénieurs agronomes (Cassimi, 1984).

- 2. l'augmentation de la productivité des élevages par une meilleure intégration à l'agriculture des activités pastorales grâce, en particulier, à l'introduction d'assolements fourragers dans les systèmes de production céréaliers.

Ces actions peuvent être menées à bien par le personnel compétent dont dispose le Ministère de l'Agriculture et de la Mise en Valeur Agricole, sans investissement coûteux. Elles supposent la relance de nouvelles structures coopératives⁷ ou de groupements agro-pastoraux faisant office, éventuellement, d'organismes de crédit mutuel (Faÿ, 1987).

Mobiliser les cadres plutôt que déplorer les insuffisances de leur formation

Loin d'envisager de telles actions, les responsables nationaux incriminent... l'instruction publique et font de sa réforme une absolue priorité. Déjà en 1995, différents rapports commandés par la Banque Mondiale assuraient que la «faible productivité de l'économie» était imputable, en particulier, à des «systèmes d'enseignement et de formation médiocres» (El Banna, 1996). Le 9 juillet 1997, lors de la Fête de la Jeunesse, le roi Hassan II a développé, dans un long discours, la nécessité, selon lui, de réformer tout le système d'éducation «en accord avec les besoins du marché du travail» et de promouvoir, à cet effet, la collaboration avec les «grands agriculteurs», les «patrons d'usine» et les collectivités locales. De

même, à la dernière rentrée universitaire, le ministre de l'Enseignement Supérieur, Driss Khalil, qualifiait l'ensemble du système d'enseignement comme «vétuste et rigide», «peu efficace et de très faible rentabilité», sans relations suffisantes avec les secteurs de la production, sans ressources pour financer des travaux de recherche⁸. Le diagnostic paraît réaliste mais n'a-t-on pas tendance à majorer les conséquences de la formation initiale des cadres nationaux ?

En réalité, bien qu'elle ait bénéficié depuis l'Indépendance de financements considérables et d'aides techniques de qualité, l'agriculture marocaine dégage des résultats économiques extrêmement variables d'une année sur l'autre et son évolution à moyen terme inquiète. Aucune des mesures annoncées en cet automne 1997 ne paraît capable d'infléchir les évolutions en cours et d'impulser une nouvelle dynamique dans le monde rural. Un seul fait positif, selon nous, peut être relevé : depuis environ deux ans, nombre de Marocains ont pris conscience des graves déséquilibres qu'engendrent les systèmes de production en vigueur. On a pu lire dans la grande presse que «les ressources naturelles : forêts, sol, mers, rivières et air sont en détérioration accélérée» (Boualem, 1996). Certains affirment désormais que «le développement socio-économique du monde rural doit constituer une priorité vitale» parce que toute l'activité socio-économique du pays en dépend, parce qu'il faut freiner l'émigration des campagnes vers les villes et parce que les populations rurales doivent pouvoir bénéficier des mêmes équipements sociaux et des mêmes possibilités d'accès à l'éducation que les populations urbaines et le secrétaire général du Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir (CNJA), l'économiste H.El Malki, affirmait récemment que deux priorités s'imposaient au gouvernement : «le retour à la terre, au sens culturel du terme» et le vaste secteur formation/éducation. Observons cependant que la réforme d'un système éducatif est toujours tâche de longue haleine et fort coûteuse. Des dizaines de milliers de diplômés de l'enseignement supérieur sont actuellement sans emploi... Ne pourrait-on, dès maintenant, affecter certains d'entre eux à l'immense chantier du développement rural ?

RÉFÉRENCES

- BOUALAM, A., 1996, Crise. La fracture. Casablanca, *L'Opinion*, 17.3.1996.
- CASSIMI, A., 1984, Plus dépendant que ça tu meurs! Casablanca, *Le Message économique*, juin-juillet 1984



En pays Jbala (Rif occidental) deux fillettes gardent des moutons sur une jachère livrée ...

CHAOUI, M., et N'DOUR, A.D., Agriculture : la thérapie d'urgence. Rabat, *L'Economiste*, 18.9.1997.

DADES, A., 1997, Un plan de reconstitution de la vocation agricole du Maroc. Casablanca *La Vie économique*, 19.9.1997.

DAOUD, Z., 1981, Paul Pascon : pour sauver l'agriculture un peu d'audace et de sérieux (Interview) Casablanca, *Lamaliz*, avril 1981.

El BANNA, M. 1996, Maroc : navigation à vue in *Bilan du monde : l'année économique et sociale 1995*. Paris, Ed. *Le Monde*.

FAÏ, G., 1986, Unités socio-spatiales et développement rural. *Revue de Géographie du Maroc*, Rabat, vol.10, N°1-2.

1987, Ré-inventer la jma'a : réflexions pour le développement des milieux pastoraux. Rabat *Bulletin Economique et Social du Maroc* n°159-161.

JOUBE, Ph. et PAPY, F. 1983, Les systèmes de cultures dans les zones semi-aride et aride du Maroc occidental, Rabat, *Revue de Géographie du Maroc*, n°7.

LAHJOMRI, S., 1997, Barrages : une bonne carte pour le Maroc. Rabat, *L'Economiste*- Dossier agro-alimentaire, 16.10.1997.

LAHLIMI ALAMI A. (ed.) 1987 Agriculture et pêche, Rabat, *La Grande Encyclopédie du Maroc*

NASSIRI, M., 1996, Conjoncture : du tournant au tunnel Casablanca, *L'Opinion*, 2.8.1996.

PERENNES, J.J., 1993, L'Eau et les hommes au Maghreb. Contribution à une politique de l'eau en Méditerranée. Paris. Karthala.

SERFATY, A., 1995, Le Désastre de la politique des barrages : l'exemple de la vallée du Sous. Casablanca, *La Voie démocratique*.

TUQUOI, J.P., 1996, La croissance économique dé-

passera 10% pour l'année 1996. Grâce aux fortes pluies de l'hiver, le Royaume a enregistré une récolte céréalière record. Mais les inégalités sociales continuent de se creuser. Paris, *Le Monde*, 13.9.1996.

NOTES

¹ La déception est d'autant plus forte que la récolte de 1995-1996 avait presque atteint les 100 Mq, provoquant une hausse de 10% du PIB (Tuquoi, 1996).

² En 1980-1981, la production céréalière fut de 20 Mq, la troisième plus mauvaise depuis 1912. Le gouvernement a pris prétexte de cette «catastrophe» pour suspendre la perception des impôts ruraux.

³ Rappelons que les barrages et les grands périmètres qui couvrent 850.000 ha ont bénéficié de 95% du budget *Irrigation* en 1973-1977 et 91% de ce même budget en 1981-1985, alors que la petite et la moyenne hydraulique qui valorisent 400.000 ha n'ont reçu que des miettes budgétaires. Au total, des investissements énormes ont été concentrés sur moins de 10% des terres cultivables.

⁴ Certains publicistes dénoncent déjà comme une sorte de gaspillage le fait que l'agriculture «pompe» 88% des ressources en eau du pays.

⁵ Un impôt spécial sur le sucre a été institué, rappelons-le, pour financer les grands barrages.

⁶ Dans un article qui n'a suscité aucun démenti, nous avons analysé le cas du *Projet Moyen Atlas Central* : dans les années 1983-1987, le Maroc avait prévu de dépenser 92 M \$, dont 29 M empruntés à la Banque Mondiale pour des actions de simple gestion des forêts et des parcours (FaÏ, 1986).

⁷ Le seul domaine dans lequel il est prévu d'encourager la formation de coopératives est celui du conditionnement et de la transformation d'olives et de fruits.

⁸ Déclarations citées par *Maroc Hebdo International* en date du 20 septembre 1997.